



80 Commerce Valley Drive East, Suite 1
Markham, ON L3T 0B2
Phone: 905-739-9739 • Fax: 905-739-9740
Web: cupe.on.ca E-mail: info@cupe.on.ca

January 15, 2013

Sisters and Brothers,

We are continuing to push back against the attack on collective bargaining and impartial contract arbitration, both in Bill 115 and in legislation floated by both Liberals and Conservatives to strip rights from workers in the rest of the public sector.

As members, you may be aware that CUPE's Ontario School Board Coordinating Committee was able to reach a tentative framework agreement with the provincial government covering 55,000 members and 114 collective agreements across the province.

Through the incredible efforts of our bargaining team, and the mobilized commitment of our membership, we were able to secure a better deal for CUPE members than what would have been imposed by government under Bill 115. But make no mistake, this was not free collective bargaining. Not as we have ever known it, nor as it ever should be. We may have reached a deal, but our fight continues against attacks on our democratic rights to free collective bargaining and fair, impartial contract arbitration.

The agreement was presented to leadership in the school board sector on January 5 in Toronto, where it was approved to be proposed to members for local ratification. Ratification is the most important part of our democratic process and we have been clear with the government that our members have a democratic right to vote on the contracts that will govern their work.

The framework agreement addresses a number of issues of importance to CUPE members, including protecting services through better job security, better sick leave support and protection of pension contributions.

These provisions benefit students by helping create stability in the services that provide clean, safe, supportive environments in our schools.

Bill 115 created a crisis and continues to do so, and it is disingenuous of the Liberal government to use the bill to impose or threaten to impose contracts, then try to make amends by saying they will repeal it after the damage has been done.

Right before they shut down the legislature, the Liberals also threatened to introduce another bill which would take the attack on our rights to the rest of the broader public sector. This new attack also moves beyond collective bargaining to include an attack on the right to fair, impartial arbitration from health care and other workers who do not have the legal right to strike. No Liberal leadership candidate has committed to shelving this proposal and backing off this attack.

Proposals put forward by Conservative leader Tim Hudak would march us back to the labour relations climate of the 1930s, erasing our rights to free collective bargaining and impartial arbitration.

We will do everything in our power to protect our basics rights to collective bargaining. We are going to campaign until we receive assurance from all provincial leaders that they will not attack our rights in the future.

Join us as we rally and march to deliver this message to the Ontario Leadership Convention on January 26 in Toronto. For more information, see the flyer enclosed with this letter.

Sincerely,



Fred Hahn
President



Candace Rennick
Secretary-Treasurer



80, Commerce Valley Drive East, Bureau 1
Markham, ON L3T 0B2

Téléphone : 905-739-9739 • Télécopieur: 905-739-9740

Web: cupe.on.ca Courriel : info@cupe.on.ca

15 janvier 2013

Consœurs et confrères,

Nous poursuivons notre lutte contre l'attaque lancée contre notre droit à la libre négociation collective et l'arbitrage de différend impartial, tant par la Loi 115 que les autres lois envisagées par les libéraux et les conservateurs dans le but de priver les autres travailleurs du secteur public de leurs droits.

Comme membres, vous avez sans doute appris que le Comité de coordination des conseils scolaires du SCFP Ontario a conclu une entente de principe avec le gouvernement de l'Ontario, entente couvrant 55 000 membres et portant sur 114 conventions collectives dans l'ensemble de la province.

Grâce aux incroyables efforts de notre équipe de négociation et à la mobilisation de nos membres, nous avons été en mesure de conclure pour les membres du SCFP une meilleure entente que ce qui nous aurait été imposé par la Loi 115. Mais ne vous y trompez pas, il ne s'agissait pas de libre négociation collective. Pas comme nous la connaissons et surtout pas comme elle devrait être. Nous avons peut-être conclu une entente, mais la lutte se poursuit afin de contrer les attaques contre nos droits démocratiques à la libre négociation collective et l'arbitrage équitable et impartial.

L'entente a été présentée aux dirigeants du secteur des conseils scolaires le 5 janvier à Toronto et ces dirigeants ont approuvé sa présentation aux membres aux fins de sa ratification. La ratification est la partie la plus importante du processus démocratique et nous avons clairement fait savoir au gouvernement que les membres ont le droit démocratique de se prononcer par vote sur le contrat qui régira leurs conditions de travail.

L'entente cadre aborde un certain nombre d'enjeux importants pour le SCFP, notamment la protection des services par le biais d'une meilleure sécurité d'emploi, des meilleurs congés de maladie et la protection des contributions aux régimes de retraite.

Ces clauses sont à l'avantage des élèves parce qu'elles contribuent à la stabilité des services qui assurent que nos écoles puissent compter sur un environnement propre, sécuritaire et positif.

La Loi 115 a créé une crise et elle maintient cet état de crise. Il est fallacieux de la part du gouvernement libéral d'avoir recours à cette loi pour imposer ou menacer d'imposer des contrats de travail pour ensuite tenter de se racheter en affirmant que la Loi sera retirée une fois les dommages faits.

Juste avant de proroger les travaux de l'Assemblée législative, les libéraux ont aussi menacé de déposer un autre projet de loi qui aurait pour effet d'étendre cette attaque contre nos droits à tous les autres travailleurs du grand secteur public. Une fois de plus, cette loi irait au-delà des attaques contre le droit à la négociation collective pour inclure le droit à l'arbitrage équitable et impartial pour les travailleurs qui

n'ont pas le droit de grève. Aucun des candidats à la direction du parti libéral ne s'est engagé à retirer ce projet et à mettre fin à ces attaques.

Les propositions mises de l'avant par le chef conservateur, Tim Hudak, nous feraient revenir au climat de négociation qui régnait pendant les années 30 en nous retirant complètement notre droit à la libre négociation collective et à l'arbitrage de différend impartial.

Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour protéger le droit à la négociation collective. Nous entendons faire campagne jusqu'à que tous les chefs des partis provinciaux nous donnent l'assurance qu'ils ne s'en prendront plus à nos droits à l'avenir.

Joignez-vous à nous alors que nous manifesterons et marcherons pour livrer ce message lors du Congrès à la direction du parti libéral de l'Ontario le 26 janvier à Toronto. Pour en savoir plus, lisez le dépliant qui a été joint à cette lettre.

En toute sincérité,



Fred Hahn
Président



Candace Rennick
Secrétaire-trésorière